

APPEL D'OFFRES

MARCHE DE SERVICES 2 LOTS

**LOT 1 - SURVEILLANCE, GARDIENNAGE, SECURITE ET
SURETE DES LOCAUX DU GRAND ORIENT DE FRANCE**

LOT 2 - PRESTATIONS FRERE SERVANT

Réf avis : GD-FS-01-25

Date de parution de l'avis : 9 JANVIER 2025

Donneur d'ordre :

GRAND ORIENT DE FRANCE

16 rue Cadet

75439 PARIS Cedex 09

Objet du marché :

- Lot 1 : les prestations de surveillance et de gardiennage des locaux du Grand Orient De France selon les modalités détaillées dans le CCTP et notamment assurer la sécurité incendie, surveiller l'accès aux locaux de l'établissement, prévenir, intervenir, et contrôler toute action suspecte sur le site toute personne qui en demande l'accès et secourir tout individu en difficulté.
- Lot 2 : accueillir, renseigner, accompagner les membres de l'association par le Frère Servant

La sous-traitance est interdite.

Maître d'ouvrage : GODF – Grand Orient de France - 16, rue CADET – 75009 PARIS

Forme de la consultation : La présente consultation est un marché de services en **2 lots distincts**.

Calendrier	
13/01/25	Publication et envoi du dossier de consultation par retour de mail après retour de l'engagement de confidentialité complété et signé par mail à muriel.legrand@godf.org .
28/01/25	Visite des sites et session de questions/réponses
14/02/25	Dépôt des offres
25/02/25	Dialogue compétitif 1
06/03/25	Dialogue compétitif 2
28/03/25	Attribution du marché

Modalités de dépôt des candidatures :

Pour rappel, la visite sur sites du 28 janvier 2025 est obligatoire.

Date limite de réception des Offres : 14 février 2025 à 17h impératif

IMPORTANT – SOUS PEINE D'IRRECEVABILITE

Le dossier de candidature devra comprendre :

Le DOSSIER ADMINISTRATIF est à adresser à muriel.legrand@godf.org et comprenant :

La réponse sera remise sous format électronique aux formats Word/PDF, Excel, et comprendra obligatoirement les éléments suivants :

- Une présentation générale de la société et du groupe s'il s'agit d'une filiale (transmettre dans ce cas les éléments chiffrés de la holding et de la filiale) ;
- Des références clients pour des prestations réalisées ;
- Un modèle de contrat ;

Et les pièces administratives suivantes :

- Une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat ou le représentant légal de l'entreprise atteste :
 - qu'il n'appartient pas ou qu'il n'a pas appartenu, qu'il ne collabore pas ou n'a pas collaboré, de fait ou de droit, à une association ou à un groupement appelant à la discrimination, à la haine, à la violence envers une personne ou un groupe de personnes en prétextant de leur origine, leur appartenance à une ethnie ou à une religion déterminée et qui propagerait des idées et des théories tendant à justifier ou à encourager cette discrimination, cette haine, cette violence,
 - qu'il n'appartient pas ou qu'il n'a pas appartenu, qu'il ne collabore pas ou qu'il n'a pas collaboré de droit ou de fait à une association ou un groupement conduisant directement ou indirectement à détruire, à déstabiliser ou à aliéner l'être humain.
 - que les dirigeants de la société candidate ne font ou n'ont pas fait l'objet de poursuites judiciaires à titre personnel.

Pour les candidats, personnes morales, cette attestation sur l'honneur est signée par leur représentant légal et certifie en outre que toutes les personnes qui seraient appelées à concourir à l'exécution du marché remplissent ces trois conditions.

- Une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat ou le représentant légal de l'entreprise atteste :
- qu'il n'a aucun lien quelconque avec les instances de l'Obédience tels que :
 - pour les personnes physiques, les candidats qui seraient dignitaires en exercice (membres du Conseil de l'Ordre, de l'Instance Nationale de Solidarité maçonnique, de la Chambre Suprême de Justice Maçonnique) ou descendus de charge depuis moins de trois ans,
 - pour les personnes morales, les candidats dont un dignitaire en exercice ou descendu de charge depuis moins de trois ans aurait une participation, même minoritaire, au sein de l'entreprise,
 - pour les personnes physiques et morales, les candidats présentant un lien familial ou professionnel direct avec un dignitaire en exercice ou descendu de charge depuis moins de trois ans.
 - qu'il n'a aucun lien familial ou professionnel direct avec un membre du personnel du Grand Orient de France ou de ses structures associées.
- Une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat indique qu'il est en règle avec ses obligations fiscales, sociales, et vis-à-vis de la réglementation du travail et qu'il ne fait l'objet d'aucune procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, ou, pour les personnes physiques, de faillite personnelle,
- Une déclaration sur l'honneur par laquelle le candidat indique qu'il considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer toute information ou donnée dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat et lors de sa réalisation ; pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés comme de lui-même.
- Une attestation sur l'honneur par laquelle le candidat indique qu'il ne recourra pas à la sous-traitance.
- Une attestation par laquelle, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (RGPD).

- Une attestation adéquate des administrations compétentes (Trésor Public, URSSAF, habilitation électrique...) datant de moins de six mois,
- Les comptes annuels détaillés, avec les annexes et les rapports des Commissaires aux Comptes ou des experts-comptables relatifs aux trois derniers exercices écoulés.

L'OFFRE CHIFFREE est à adresser à muriel.legrand@godf.org et comprenant, pour chaque lot :

- ✓ Le budget annuel ventilé par site pour le lot Gardiennage
- ✓ Le détail chiffré des prestations selon la qualification (ADS, SSIAP, Chef de poste...)
- ✓ Le budget annuel ventilé semaine / week-end pour le lot Frère Servant,

Ne pas envoyer de formulaires « DC » : il ne s'agit pas d'un marché public.